

# MALGRÉ LA TRAHISON, LA LUTTE CONTINUE!

Le recul  
n'est pas  
la défaite

**L**A grève trahie n'aura apporté aux travailleurs en lutte que de médiocres satisfactions matérielles. Mais ce n'est pas une défaite.

Car la victoire ne réside pas seulement dans le recul de l'Etat devant les travailleurs résolus et unis, dans la satisfaction de tout ou partie des revendications. La victoire est beaucoup plus profonde : c'est la victoire des travailleurs contre la division, la désorganisation, le découragement. Les travailleurs français, longtemps indécis et découragés par le jeu des syndicats et leur impuissance devant l'offensive de la réaction, ont retrouvé le terrain et le sens de la lutte de classes, ont retrouvé en quelques heures le courage, la détermination, le sens de leur puissance face à l'Etat et au patronat. Et notre devoir est de rendre consciente à tous cette victoire dont la portée et les conséquences sont incalculables.

(Suite page 2, col. 1.)

Le caractère le plus apparent de la grève d'août, dès le début, a été sa spontanéité, l'insurrection brutale contre la misère et la réaction, de plusieurs millions de travailleurs, mettant au pied du mur les directions des centrales syndicales, les obligeant à donner leur caution à une grève qu'elles n'avaient ni préparé, ni voulu.

\*

Le mouvement d'août 1953 aura été marqué aussi par sa popularité : mises à part les diverses fractions de la bourgeoisie et aussi une partie inconsciente du prolétariat, surtout chez les employés, la population dans sa grande majorité a été aux côtés des grévistes. La grève a rencontré la sympathie de larges masses paysannes indignées de la réapparition de la politique Paul Reynaud, indignées du cynisme des députés et ministres invitant les économies et partant à Dinan ou à Monte-Carlo après s'être attribué une substantielle augmentation.

Même les cadres furent entraînés dans la grève. Le regret de toute la population travailleuse, c'est seulement que la grève n'ait pas été immédiatement générale, son manque d'autorité et de puissance offensive en quelque sorte.

\*

Autre caractère de cette grève : le mûrissement rapide de la combativité, de la volonté et des capacités de contrôle des travailleurs en grève. La trahison des directions F.O. et C.F.T.C. était, spontanément une fois encore, mise en échec en quelques heures et d'abord par les militants de base de ces centrales, l'ensemble des grévistes montrant un allant, une décision laissant loin derrière eux les encouragements embarrassés de la direction C.G.T., surprise, inquiète, débordée, plus attentive à tirer bénéfice des manœuvres F.O.-C.F.T.C. qu'à donner du mordant et une orientation active à la grève. La classe ouvrière,

(Suite page 2, col. 2.)

'AFFAIRE remonte à la pétition des caïds sinon aux événements sanglants de décembre que « Le Libertaire » a largement commentés.

LA PETITION DES CAÏDS

Le Glaoui, valet de Juin, et le Glaoui n'ont rien trouvé de mieux pour réaliser leur mauvais coup que d'appuyer sur les éléments les plus douteux et les plus rétrogrades que sont les grands caïds vivants du colonialisme au même titre que les colons, fidèles arrêtés se faisant respecter à coups de fouet et à coups d'exploitation de la crédulité publique sous les yeux bienveillants des contrôleurs civils.

LA PETITION DES CAÏDS

Le Glaoui, homme à tout faire, qui au besoin un jour ou l'autre peut se retourner contre ceux qui l'ont aidé aujourd'hui, s'il y voit son intérêt, le Glaoui donc se plaît à la tête d'une révolte mixte de toutes pièces. C'est révolte dans la ligne de la politique coloniale française et la théorie selon laquelle il faut « d'abord diviser pour régner » est une fois de plus mise en application dans le plus pur style fasciste.

Michel MALLA.

(Suite page 2, col. 3.)

## NOTRE PROPAGANDE

La volonté des travailleurs de poursuivre la lutte qu'ils ont entreprise voici déjà trois semaines contre la politique de misère, s'est affirmée dans un climat magnifique de courage. Mais si la détermination des travailleurs en grève les assurait de la victoire, l'absence d'une direction politique diminua l'élan, la portée de cette victoire. Alors que l'enjeu de cette lutte dépassait de très loin les simples perspectives d'une grève professionnelle, économique, les syndicats, tous les syndicats,

et chacun pour des raisons différentes, ont essayé de la calmer, de briser l'élan révolutionnaire qu'elle pouvait prendre.

Les militants communistes libertaires des P.T.T., S.N.C.F., etc., qui furent à la pointe du combat des premières heures ont, par la proclamation du Comité National ci-jointe, et distribuée à 10.000 exemplaires dans la région parisienne, signifié l'enjeu réel de cette lutte et l'orientation que les travailleurs devaient lui donner.

## De la grève défensive à l'offensive !

### VIGILANCE

Le régime capitaliste, dans son stade d'extinction, est en crise permanente : la faillite actuelle du système parlementaire et l'impuissance des gouvernements en sont la démonstration. Il n'y a pour le capitalisme qu'une issue provisoire : le fascisme et la guerre.

Si l'action des travailleurs était brisée, un énorme danger de pouvoir dictatorial menacerait, qui réalisera la toute-puissance de la bourgeoisie dans la misère totale. Il n'est pas exclu que la réaction tente de passer de Laniel à la dictature militaire d'un maréchal Juin.

D'autre part, le danger de division est toujours présent : les dirigeants des Centrales n'ont pas accepté de patronner la grève qu'à contre-cœur et ils souhaitent en sortir au plus vite ; déjà des politiciens s'entremettent et l'éternel traître Jouhaux est en action.

Seule, la grève victorieuse peut faire échec aux tentatives fascistes et aux trahisons. Mais la grève victorieuse, étant donné la crise du régime, pose le problème révolutionnaire. Les réformistes, les timorés se trompent s'ils croient que cette grève est une grève quelconque sans lendemain et dans le cadre de la légalité bourgeoise. Le choix s'impose de plus en plus, dans les faits : FASCISME ou REVOLUTION.

Les militants des premiers partout dans la grève, savent que le combat s'amorce pour le vrai socialisme, le vrai communisme, le communisme libertaire.

Même un succès provisoire du gouvernement et du patronat laisserait le problème posé et dans quelques mois une nouvelle explosion ouvrière se produirait.

La vigilance, aujourd'hui, c'est l'audace. Il faut vaincre.

Oui il faut exiger la réunion du Parlement pour mettre les députés au pied du mur. Mais quoi que décident les messieurs qui se sont octroyé les 25.000 fr. d'augmentation par mois en « monnaie de singe », que la majorité Laniel se décompose ou se maintienne, le

danger reste : le spectre de la dictature est à l'horizon et seule l'action directe ouvrière peut lui faire échec et arracher les revendications en préparant la marche vers la justice et la liberté véritables.

L'offensive gréviste ne doit pas s'enliser dans les pourparlers de couloirs de ministères, dans les « arrangements », dont nous ferions les frais. La grève dans le calme, oui. Mais nous devons répondre coup sur coup aux mesures antigrevistes :

— contre l'arbitraire du gouvernement,

— contre l'excitation d'une fraction inconsciente et mal informée du public,

— contre les jaunes,

— contre les soi-disant services de remplacement des P.T.T., des transports,

— contre l'occupation des usines par la police et la garde,

— contre l'utilisation de la troupe.

Contre toutes ces mesures, nous devons utiliser toutes les armes capables de nous conduire à la victoire :

— organisation, dans les centres où ils ne sont pas encore formés, de Comités de grève, ou de Comités d'action inter-entreprises, localement, régionalement, nationalement, en y contrignant les directions syndicales, en les débordant s'il le faut. Ces Comités seront demain le véritable pouvoir, les organes de gestion de la société élus et contrôlés par les assemblées de travailleurs.

— organisation de la solidarité pour les plus déshérités des nôtres.

— fraternisation avec les soldats, travailleurs sous l'uniforme.

— préparation à toutes les formes de lutte que pourront imposer la provocation gouvernementale, y compris la lutte violente à laquelle nous pourrions être contraints.

La classe ouvrière une peut tout, si son offensive est menée dans

L'Unité La Vigilance L'Audace

VIVE LA GRÈVE !

LE COMITÉ NATIONAL DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE.

# LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

Cinquante-sixième année. — N° 371

JEUDI 27 AOUT 1953

LE NUMERO : 20 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

Pour un 3<sup>e</sup> Front Révolutionnaire International

INTERNATIONALE  
ANARCHISTE

## LA GRANDE PEUR DE LA BOURGEOISIE et de son gouvernement

### Les flics ont voulu avoir le dernier mot !

Trahis par les politiciens F.O., C.F.T.C., mal soutenus puis abandonnés par la C.G.T., démoralisés aussi dans les dernières heures par les campagnes de presse, les travailleurs des P.T.T., de la S.N.C.F., des Métro-Bus, etc., ont repris le travail.

Sans panique, dans l'unité, mais la rage au cœur, ils ont repris le travail après avoir obtenu au moins dans les P.T.T., presque partout, par leur magnifique unité, la levée des sanctions.

Ce n'est pas la victoire. Ce n'est pas non plus la défaite, mais seulement une bataille perdue. Avant peu, le Proletariat reprendra l'offensive après avoir tiré leçon du recul présent.

Au dernier moment, mardi 25 août, alors que les employés du Central Télégraphique de Grenelle, à Paris, se rassemblaient dans la cour pour reprendre le travail, les flics appuyés de gardes républicains les attaquaient sauvagement. Que Martinaud-Déplat et Baylot soient satisfaits : ils ont encore contribué à éclairer les travailleurs qui leur feront payer cher leur ignoble provocation un jour prochain.

### Pourquoi ils ont repoussé la convocation de l'Assemblée

Parce que le gouvernement — et toute la réaction — ont profité des vacances pour pénétrer leurs mauvais coups contre la classe ouvrière et au Maroc n'entendaient pas subir une crise qui entraînerait la dissolution et qu'ils craignaient la colère populaire et les manifestations de rue (l'Hôtel Matignon et le Palais-Bourbon étaient gardés par des troupes de choc).

Parce que les socialistes n'ont fait que réclamer sans ardeur la réunion du Parlement : le chantage et la menace contre Laniel leur suffisent, ils ont eu peur de déclencher une riposte populaire les contraignant à aller trop loin.

Parce que le M.R.P. et les radicaux voulaient à tout prix calmer l'effervescence ouvrière avant une réunion de l'Assemblée qui les aurait obligés à se démasquer, à condamner Laniel en ouvrant la crise

Réaction accrue, misère et guerre ou Révolution.

La lutte pour la convocation de l'Assemblée ne pouvait être qu'une expérience, une expérience de mûrissement, de prise de conscience de la vraie solution. Les travailleurs, trompés par les dirigeants syndicaux, y compris par ceux de la C.G.T. qui faisaient de la convocation du Parlement le principal de ses mots d'ordre, sont tombés dans le piège gouvernemental. Ils ont cru que la clé de la situation et le refus du bureau de l'Assemblée, monté en épingle par la presse, venant après le coup de poignard dans le dos de F.O. et de la C.F.T.C., leur a fait penser que la partie était perdue. Alors que la lutte orientée révolutionnaire était permis non seulement de tenir le dernier quart d'heure, mais de poursuivre l'offensive.

La classe ouvrière en tirera leçon comme elle a tiré leçon de la trahison des centrales.

### AUDACE

La vigilance, aujourd'hui, c'est l'audace. Il faut vaincre.

Oui il faut exiger la réunion du Parlement pour mettre les députés au pied du mur. Mais quoi que décident les messieurs qui se sont

### UNITÉ

Au moment où le pays paraissait accepter, résigné, la misère et la réaction, la grève des travailleurs de l'Etat s'est déclenchée, imposant l'Unité aux directions des Centrales syndicales.

Cette unité au sommet, nécessaire pour la généralisation de la grève doit être maintenue sous la pression de la base : les Assemblées de grévistes doivent pousser les dirigeants à l'épée dans les reins. L'Unité doit continuer à leur être imposée et devra être maintenue sans eux au besoin.

L'Unité doit s'étendre à tous les travailleurs, en dehors des questions corporatistes ou de catégories : ce ne sont plus les cheminots ou les postiers qui défendent leurs intérêts particuliers c'est tout le Proletariat qui défend ses intérêts communs. Et c'est pour cela que la grève est générale, puissante, qu'elle s'étend aux travailleurs de la métallurgie du bâtiment, des mines, etc... et elle sera victorieuse.

Les travailleurs ont retrouvé spontanément le sentiment de leur formidable puissance, ils ont repris courage en dépit de la division syndicale. Ils ont compris que leur force unité était irrésistible et qu'elle plongeait le gouvernement et les politiciens dans la confusion. Ils ont retrouvé le sens aigu de la lutte de classes : travailleurs contre bourgeoisie (Etat et patronat) et aujourd'hui ce n'est plus seulement contre les décrets-lois qu'ils mènent la lutte, mais contre l'injustice sociale tout entière.

Pour mener la lutte victorieuse, voici le programme immédiat qui doit être repris partout :

- I) Abrogation des décrets lois.
- II) Prime de fin d'année uniforme de 20.000 fr.
- III) Augmentation uniforme de 10.000 fr. par mois.
- IV) Retour aux 40 heures.
- V) 1 mois de congés payés.
- VI) La même retraite pour tous les travailleurs privés ou d'Etat, et à la charge du patronat.
- VII) Respect réel des droits syndicaux et politiques.
- VIII) Cessation de la guerre d'Indochine et de son budget de 1 milliard et demi par jour.
- IX) Arrêt des menées colonialistes et indépendance des peuples coloniaux.

# LA PRESSE DES SALAUDS

Alors que la grève entreprenait par tous les travailleurs des services publics et d'Etat se développait, s'affirmait comme une lutte ouverte et déterminée jusqu'à la victoire totale, la presse (d'information, politique, syndicale), en général s'employait à minimiser, à réduire dans ses proportions ce magnifique état des travailleurs étonnant par sa grandeur et son courage.

S'il est honnête de constater malgré tous des attitudes dignes de la part de certains journalistes (les éditorialistes de « Combat » et de « Libération » en particulier) tous les journalistes se firent, avec plus ou moins d'hypocrisie, les avocats de la mauvaise cause du gouvernement et de la bourgeoisie. Quoi d'étonnant pourraient-on dire ? Bien sûr, mais il est des attitudes, même si elles sont prévisibles, qui n'en restent pas moins révoltantes.

« Combat » du 11 août ne craint pas de dénoncer, d'accuser les mauvaises intentions de Laniel et d'approuver ainsi le mouvement de grève.

## UN TRAIN MAL CHARGE

Le brouillon le dispute à l'incohérence dans la crise sociale et politique qui guette le gouvernement Laniel.

Commentant les délibérations du dernier Conseil des ministres et analysant les décrets, M. Emile Hugues, ministre de l'Information, avait formellement déclaré que la limite d'âge des fonctionnaires n'était pas touchée.

Le-dessus la Radiodiffusion française et toute la presse propage la nouvelle, qui était fausse, puisque la parution des décrets intervenant dans l'après-midi de l'information, avait formellement déclaré que la limite d'âge des fonctionnaires n'était pas touchée.

M. Edgar Faure remettait les choses au point dans une déclaration officielle et annonçait la prochaine instauration du

même règlement pour le personnel des entreprises nationalisées et des services publics.

Comme pour ajouter encore plus de pittoresque à cette singulière façon d'informer les Français, un commentateur officiel tentait de masquer le recul du gouvernement (qui n'était pas un recul), écrivait qu'on avait prêté à tort à M. Laniel de sombres projets et que les fonctionnaires s'étaient émus pour rien.

Plaignons ce confrère trop zélé de n'avoir pas attendu vingt-quatre heures pour éviter de tomber dans ce panneau grossier.

Car de toute façon les intentions du gouvernement avaient été révélées au Conseil supérieur de la Fonction publique et le gouvernement les a maintenues.

Il avait été annoncé, non sans emphase, que des sacrifices seraient demandés à tous les Français et que toutes les catégories seraient touchées. Mais il est immédiatement apparu que les uns seraient touchés d'une plume légère et les autres avec un fort goudron.

Comme par hasard, le goudron était réservé aux fonctionnaires les plus modestes. La réaction spontanée et unanime des P.T.T. et des Services publics a démontré que le moment était mal choisi, et les prétextes mal venus.

La promesse d'étendre aux entreprises nationalisées le nouveau régime des retraites a fait le reste, et désormais c'est une épreuve de force que le gouvernement Laniel est amené à engager contre les serviteurs de l'Etat.

« Le Monde » qui s'était toujours, en général, maintenu dans le sérieux, dans la défense intelligentes des intérêts de la bourgeoisie s'est montré devant cette grève le plus acharné à la combattre.

Le rédacteur qui fut chargé de cette besogne ignoble a été vraiment bien choisi.

Si. Dans un zèle que le gouvernement ne pouvait souhaiter, que la rédaction du « Figaro » devait envier, André Chéneno écrivait entre autre le 13 août :

Les dés sont jetés. Nous voici entrés de la tentative d'intimidation dans l'épreuve de force. Jusqu'ici sans violence. Dieu merci, chacun usant avec précaution des armes autorisées dont il dispose. Il reste que les positions sont telles qu'aucune des parties ne peut pour le moment reculer, et que chacune est soutenue dans sa volonté par une bonne conscience. Ce qui promet, il faut le croire, une lutte longue et obstinée.

Bonne conscience, comment le gouvernement ne l'aurait-il pas, alors qu'il a reçu d'une majorité qu'aucun autre postulant n'aurait pu réunir la mission de réaliser par décrets un plan de redressement ? Le premier train opère un commencement de mise en ordre d'anomalies souvent dénoncées. Il ne se suffit évidemment pas à lui-même ; des abus plus criants restent à supprimer, des privilégiés injustifiés à abolir, des injustices plus graves à réparer. Mais ne peut-on attendre que le gouvernement, qui promet qu'il y en aura pour tout le monde », ait vidé son sac ? Si le meilleur est au fond, on pourra seulement regretter qu'il ne l'ait pas vidé à l'envers. Et si son caractère apparaît alors trop restreint, l'Assemblée aura tout loisir de le compléter. Rien ne permet en tout cas, à propos de ces premières et fragmentaires mesures, de l'accuser d'avoir trahi l'attente de la majorité parlementaire.

Faut-il citer « L'Aurore » ? Ce journal est trop bien connu pour sa stupidité, son imbécile conservatisme pour que nos lecteurs se passent de ses commentaires sur la grève. Mais le titre qu'affichait ce journal le 21 août est trop plein de franchise (pour une fois) sur la complicité du syndicat F.O. avec le gouvernement à voir cesser les grèves.

Accords en vue cette nuit pour stopper les grèves.

« L'Aurore » tentait en même temps la démolition des grévistes en soutirant :

Nouveaux progrès dans les P.T.T., le métro et les chemins de fer.

« Le Figaro », au diapason des journaux aux ordres du gouvernement, tentait aussi le 21 août la démolition des travailleurs :

Dernière minute :

FIN DE LA GREVE DES P.T.T.  
CE MATIN

La reprise du travail dans les différentes Fédérations en grève est fonction de réunions qui auront lieu aujourd'hui au cours desquelles les grévistes devront se tirer :

Nouveaux progrès dans les P.T.T., le métro et les chemins de fer.

« Le Figaro » tentait en même temps la démolition des grévistes en soutirant :

« Le Figaro » accusait les communistes de la poursuite de la grève.

A la suite de « L'Aurore », « Le Figaro » accusait les communistes de la poursuite de la grève.

La poursuite de la grève est maintenant sans fondement légitime, écrivions-nous dans notre dernier numéro. De nombreuses assurances touchant les retraites, les bas salaires ont été données aux organisations syndicales. La prochaine réunion de la Commission supérieure des conventions collectives permettra d'examiner le problème social dans son ensemble et au fond.

Quelques inquiétudes subsistent encore sur ce qui concerne les sanctions. Et c'est à elles que s'accorde la C.G.T. pour poursuivre les mouvements de grève chez les cheminots notamment. Elle essaie en même temps de mettre les organisations syndicales non communistes dans une impasse, en empêchant que toute décision raisonnable intervienne sur ce plan. Est-ce sous le chantage intolérable des saboteurs ferroviaires qu'il faut discuter de cette question ? Seule une reprise immédiate et totale du travail peut permettre d'examiner dans le calme ce problème des sanctions.

Ainsi maintenant les grévistes sont accusés d'être « communistes », saboteurs. Une campagne de discrédit est amorcée contre la grève. Les « syndicats libres » de M. Altman peuvent être fiers du service rendu à la bourgeoisie.

# ABADAN ET LA SUITE

## Où va le pétrole iranien ?

À PRES deux années de pouvoir, le Dr Mossadegh — celui que la presse du monde entier dénommait « le vieux renard rusé », vient d'être balayé comme feu sur Abadan, au moment même sans doute où à l'instar de Néguib il s'apprête à jouer les « dictateurs républicains ».

Celui qui, chef du Front national, avait acquis une immense popularité en expulsant les Anglais d'Abadan, a tout perdu en un seul jour en voulant brûler les étapes. Ceux qui portaient tant d'admiration à Mossadegh pour avoir réussi à arracher le pétrole iranien des mains de l'imperialisme anglais tout en conservant le pouvoir, oubliavaient un peu vite que dans des conjonctures internationales plus défavorables, en 1946, Ghavam alors au pouvoir avait réussi ce tour de force d'écraser férocement le conseil général d'Azerbaïdjan, caricature de république démocratique, monté de toutes pièces avec l'appui de l'armée russe. Ce même Ghavam après un voyage à Moscou, qui lui avait permis d'obtenir le retrait des troupes d'occupation russes, avait sous le couvert de la création d'un parti intitulé « démocrate » procédé à l'élimination méthodique de tous les éléments de gauche, élimination dont le parti communiste Toudeh fit lui-même les frais après avoir été le plus fidèle soutien de Ghavam.

La bourgeoisie a-t-elle dit son dernier mot ? L'avenir nous le dira. Il est indéniable que durant l'absence d'un pouvoir fort les impérialismes anglo-américains retrouveront toute la puissance de leurs intrigues.

Dans cet Iran, où les travailleurs sont exploités honteusement, où la classe ouvrière est naissante, les travailleurs agricoles sous la coupe des propriétaires terriens, véritables féodaux modernes, existe-t-il des possibilités pour un mouvement révolutionnaire ? Le parti communiste Toudeh a réussi à acquérir une certaine influence parmi les ouvriers, mais prisonniers des directives de Moscou ses militants sont sacrifiés à chaque tournoi politique du Kremlin. Certains militants Toudeh ont quitté le parti, écourcis du jeu criminel de Moscou ; désemparés ils cherchent une issue. A une époque où notre *Liberateur* pouvait encore pénétrer en Iran, notre journal était suivi attentivement par cette minorité et notre influence gagnait chaque jour du terrain. La constitution d'un nouveau mouvement révolutionnaire sur la base du communisme libertaire, serait susceptible de rassembler les ouvriers et les travailleurs agricoles. Sans nous bercer d'illusions soyons certains que le développement industriel, et la mécanisation de l'agriculture, impératif économique pour l'Iran, vont créer un prolétariat de plus en plus concentré et par là même ouvriront des possibilités pour un mouvement révolutionnaire.

Roger CARON.

## UN NOUVEAU CRIME DE FRANCO

NOS CAMARADES TORTURES SAUVAGEMENT.  
SEULE, LA SOLIDARITE PROLETARIENNE  
INTERNATIONALE PEUT LES SAUVER

LE COMITE NATIONAL DE LA C.N.T. D'ESPAGNE  
COMMUNIQUE :

Les détenus à Barcelone, à la suite de la découverte de l'imprimerie du journal anarcho-syndicaliste clandestin « Solidaridad Obrera » ont été sauvagement torturés par les franquistes dans les locaux de la Jefatura Supérieure de Police. Deux des détenus, les nommés Longas et « Madriles » sont devenus fous à la suite des tortures. « Madriles » a dû être interné à la Maison de fous de San Baudilio. Fructuoso Grimaldo Moreno a été aussi horriblement torturé. Parmi les détenus, en plus des militants déjà nommés, se trouvent : Edgard Emilio Rodriguez, José Pérez Ortiz, Carmen Cadomeque, Antonia Arpal Jarón, Dionisio Romero, Fernando Gallego, José Herbera Tosan et huit autres camarades de la C.N.T. Après quelques jours de séjour dans les lieux de torture, ils ont été déferés à la Prison Cellulaire de Barcelone, accusés d'organisation clandestine et ils seront traduits devant un tribunal civil ou militaire. Seule la protestation internationale pourra empêcher que ces hommes de la C.N.T. soient condamnés par Franco.

## Le recul n'est pas la défaite

(Suite de la première page)

Mais le caractère le plus important de la grève c'est — qu'en référant devant de hausser les épaules — son caractère inconscient révolutionnaire.

Certes, les travailleurs n'ont pas toujours bien vu la faiblesse — voulue par les centrales syndicales — de revendications trop limitées à chaque profession. Certes, ils ont eu encore trop souvent dans l'esprit l'impression qu'ils se battaient pour leur catégorie, qu'ils étaient postiers ou cheminots d'abord. Mais nous savons qu'à mesure que la grève s'amplifiait et se durcissait, ils se rendaient compte qu'ils étaient non plus des postiers, des cheminots ou des métallos, mais d'abord des travailleurs ayant des revendications communes. Le caractère trop corporatif de la grève faisait place à une conscience plus large : on ne luttaient plus seulement contre les décrets-lois, on sentait que la lutte allait plus loin, on retrouvait le sens de la lutte permanente contre l'injustice sociale.

Certes, les travailleurs menaient une grève, en dehors de toute politique, mais ils manifestaient par là qu'ils ne voulaient servir aucun parti, aucune cause.

La lutte fut menée contre l'Etat, contre un gouvernement qui est l'expression parfaite de la bourgeoisie et de son exploitation, contre la menace du fascisme et de la guerre. En ce sens, au sens élevé du terme, elle était politique, les faits le lui imposaient.

La grève est liée à la crise dont le capitalisme ne peut plus sortir et qui est manifestée par l'impuissance de quelque équipe gouvernementale que ce soit. Risible aujourd'hui l'utopie réformiste : les revendications que le régime impose aux travailleurs sont à leur tour un facteur de désagrégation. Une large période révolutionnaire s'ouvre : ceux qui, parmi les travailleurs, n'en ont pas encore conscience, seront éclairés par les événements eux-mêmes car devenir de nouvelles grèves surgiront, devant de nouveaux assauts de la misère et de la réaction, et qui poseront plus nettement encore qu'aujourd'hui la nécessité de la Révolution, du passage au communisme libertaire.

\*

Et cependant, on n'a parlé qu'en hésitant d'un nouveau « Juin 1936 ». Pourquoi ? C'est que la grève pré-

sente, ajoutait à tous ces caractères positifs que nous venons de rappeler, un caractère négatif qu'il importe de souligner : l'absence d'une orientation claire, capable de souder rapidement en un bloc irrésistible toutes les forces ouvrières, des usines comme des services publics, capable de donner un programme commun précis à tous les travailleurs. Songeons qu'en maints endroits, on hésita longtemps à assurer des liaisons, à constituer des Comités locaux coordonnant la lutte dans les diverses entreprises, les divers services publics. Le triomphe rapide et total de la grève exigeait deux conditions : une unité entre corporations s'exprimant dans l'établissement d'un programme unique et dans la constitution d'un Comité de grève national, et pour cela une orientation, une direction révolutionnaires.

En d'autres temps, le Parti Communiste ou au moins la C.G.T. jouait ce rôle, pour des buts évidemment loin d'être désintéressés, pour les besoins de la politique du Kremlin. Cette fois, ces besoins ont incliné P.C. et C.G.T. à apparaître comme inoffensifs.

Seule notre F.A. a agi au maximum pour donner à la grève une orientation générale, une unité, une direction, une conscience.

Au cours des développements même de cette grève, notre influence s'étendit. La grève combatit ses lacunes. Demain, au cours des nouvelles explosions ouvrières qui ne manqueront pas de se produire, le Proletariat, éclairé par l'avant-garde communiste libertaire, accédera à la pleine conscience, à sa pleine puissance, passera de la grève-arrest de travail à la grève offensive, à la grève révolutionnaire et cette fois ce sera le Triomphe.



**Le Libertaire**  
pendant les vacances ne

paraît que tous  
les quinze jours

Prochain numéro sur  
4 pages le 10 Septembre

Sidi Mohammed avait quelque sympathie avouée pour l'Istiglal, parti nationaliste. Dans une large mesure les marocains le suivraient. Cela est à l'origine du coup de force.

2) Le nouveau souverain : Si ben Arafa

Le 14 août, le pacha de Marrakech El Glaoui et son frère El Kettani, soutenus par Juin, décidèrent d'en finir avec un sultan qui voulait en faire un peu trop à sa tête. Ils convoquèrent à Marrakech un comité de caïds (ceux qui avaient signé la pétition) qui nomma Si ben Arafa « iman des croyants », c'est-à-dire chef spirituel du pays. Dès lors, il ne restait plus aucun pouvoir à Sidi Mohammed.

Sidi Mohammed avait quelque sympathie avouée pour l'Istiglal, parti nationaliste. Dans le Lib. n° 365 où nous trouvions une description savoureuse du Glaoui, Kittani est moins connu. Qu'on sache simplement que c'est un petit borné qui se souvient tout juste à point que le sultan Moulay Hafid, oncle de l'exilé d'aujourd'hui, fit également à mort son propre père à une époque où les bonzes français ne régnaient pas encore au Maroc. Il a saisi l'occasion pour venger cet affront. Il est des coups de pied dont les ânes se rappellent fort longtemps. Kittani a bien travaillé pour la France.

Si ben Arafa, El Glaoui, Kittani sont maintenant les hauts dignitaires du régime. Sidi Mohammed est parti pour l'exil. Les colons ont momentanément gagné la partie comme au moment où le même Sidi Mohammed alors pro-français avait été hissé sur le trône en 1927.

RIPOSTE POPULAIRE

E général Guillaume, valet de son supérieur hiérarchique Juin, a joué le jeu des capitalistes et des colons qui ont peur du nationalisme.

Julien ..... 500 Desicher ..... 100 Gaby ..... 200 Rucquoys ..... 100  
Peycur ..... 150 Bonnel ..... 100 Camarade ..... 100 Narbonne ..... 5.000  
Fournier ..... 205 Peinture ..... 100 Streiff ..... 80 Sala ..... 1.000  
Goiré ..... 100 Hubert ..... 500 X ..... 300 Grévin ..... 250  
Lambot ..... 500 Georges ..... 500 Cadet ..... 200 Bourdon ..... 100  
Vincent ..... 100 Parza ..... 600 Lyon ..... 2.000,00 Pernet ..... 300  
Aristide ..... 500 Bertisol ..... 200 Angoron ..... 400 Garros ..... 1.000  
Perrier ..... 750 M. ..... 500 Genaudet ..... 425 I. T. ..... 200  
Pradon ..... 200 Marchand ..... 305 Bosco ..... 500 Jeure ..... 40  
Legay ..... 400 Soller ..... 200 Deleuze ..... 2.000 Berthes ..... 200  
Gouzy ..... 400 Dherny ..... 100 Holland ..... 300 Amable ..... 1.000  
Alvarez ..... 400 Portero ..... 250 Rabel ..... 300 Espero ..... 30  
Berthou ..... 305 Alain ..... 170 Moin ..... 100 Breschman ..... 500  
Dupin ..... 100 Belles ..... 500 Gigot ..... 125 Laveau ..... 200  
Guchot ..... 400 Jarlaud ..... 100 Vivès ..... 1.000 Mellet ..... 100  
Manuel ..... 100 Devry ..... 200 Jacquesson ..... 100 X ..... 100  
Quillaud ..... 300 l'astre ..... 300 Le Duigou ..... 200 Chaperain ..... 240  
Vallée ..... 500 Criddle ..... 125 Barthol ..... 200 Vassal ..... 100  
Lerchier ..... 500 François M. ..... 200 Raphaël ..... 200 Lamarade ..... 100  
Vivaldi ..... 100 Frédéric ..... 200 Schaeffer ..... 750 Viet Minh ..... 1.000  
Bichon ..... 200 L'Emmillet ..... 200 ..... 200 ..... 200 ..... 200  
Rigal .....

# POLICE SECRETE A L'AMERICAINE

## K.K.K. et F.B.I.

**P**ARMI les nombreux nuages noirs qui s'amontent sur l'horizon américain l'apparition d'une police secrète n'est pas le moins sinistre. Malgré le rideau de silence dont on veut entourer la tragique représentation, il est facile de reconnaître les principaux personnages : le Federal Bureau of Investigation (F.B.I.) et les autres organismes de police occupent le centre de la scène, et le Ku Klux Klan (K.K.K.) et ses auxiliaires quasi officiels des comités de vigilance lui donnent la réplique.

Pour un monde sans parti pais, le but de cette peu sainte alliance entre le F.B.I. et le K.K.K. est évident : c'est la destruction de l'unité démocratique du peuple américain et la liquidation de l'opposition à la politique intérieure et étrangère imposée à la nation par les intérêts financiers dominants. Ces intérêts comptent sur les impôts pour entretenir le F.B.I., mais font des versements directs pour le K.K.K. (lequel, soit dit en passant, est exempté d'impôts). Des coulisses et des cintres, les maîtres-passeurs tirent les ficelles qui contrôlent la distribution tout entière, qu'elle soit en civil ou bien vêtue de l'uniforme de la police ou de la robe du Klan.

Il n'y a rien de nouveau dans les principes de base. C'est la vieille technique du pouvoir : d'abord faire peur, puis proposer le salut. Cependant, aux Etats-Unis, la combinaison d'un public particulièrement nombreux et de méthodes publicitaires, particulièrement efficaces a permis à la formule d'obtenir des résultats sans précédents.

Comme son ancêtre la Gestapo, la police secrète américaine développe son action à la fois sur le plan politique et sur le plan ethnique. La cabale du F.B.I. dirige la chasse aux sorcières dans l'Opération Péril, rouge, tandis que la cabale du K.K.K. organise les raids nocturnes de l'Opération Péril noir. Et si les « Réguliers » du F.B.I. cherchent pas l'assassinat psychologique, le lynchage économique et l'emprisonnement à éliminer tous ceux qui « sont actuellement ou qui ont été » de gauche, les « Auxiliaires » du K.K.K. font appel à la corde, au fouet, au flag et à la dynamite pour réprimer les élans démocratiques des minorités raciales, religieuses et nationales. Le F.B.I. s'est également vu chargé de préparer l'enrégimentement du travail agricole, en le décapitant à l'aide de « tests de loyauté » et de déportations.

Toutes celles sont les tactiques d'une stratégie dont le double but est de diviser le peuple américain selon une ligne politique centrale et selon une ligne de couleur raciale. La F.B.I. traîne la ligne centrale et la déplace constamment vers la droite, tandis que le K.K.K. délimite les frontières de la couleur. En même temps, les « Justes » sont constamment excités à mener la guerre préventive contre les « Méchants ». Pour amener le peuple américain à la lutte fratricide et au suicide, le F.B.I. et le K.K.K. ont eu recours à la guerre « bactériologique » et ont impositivement semé des germes de haine dans le pays tout entier.

L'endoctrinement idéologique de la police secrète américaine en vue de la tâche qui lui a été assignée approche rapidement de son point de saturation. Elle avait toujours fait preuve d'une prédisposition innée à considérer une peau sombre comme une présomption de culpabilité ; on lui a main tenant appris à tenir le rose, si léger soit-il, d'une peau politique pour une présomption de « subversion ». Il ne s'agit pas d'une fantaisie, passagère, mais d'une politique nationale qui trouve son expression dans toutes les branches du gouvernement — dans le législatif et l'exécutif comme dans le judiciaire. C'est le sentiment du Congrès, les tribunaux « en connaisseur » et l'exécutif se charge de l'application.

Bien que le principe de la « justice égale pour tous » soit inscrit au fronton de tous les tribunaux d'Amérique, les Noirs américains en ont rarement rencontré la réalité, et voici à présent que les progressistes et les hommes de gauche se voient eux aussi victimes de procès truqués et de procédures anticonstitutionnelles. Il existe de nombreux exemples d'affaires où l'Etat a privé des parents progressistes de leurs enfants sous prétexte qu'ils étaient « indignes » de les élire. L'aboutissement inévitable de cette tendance, c'est le camp de concentration. Prévu par la loi Mac Carran, un réseau de camps est actuellement près d'être achevé : sa capacité initiale sera de 15.000 personnes. Ces camps ne sont pas destinés aux saboteurs actifs, mais aux saboteurs virtuels. C'est la meilleure preuve de l'existence d'un thought-control, d'un contrôle des pensées, aux Etats-Unis, si c'est loin d'être la seule.

Avant de procéder à une description détaillée de ses composantes, il faut noter que l'Etat, policier qui est en train de se constituer aux Etats-Unis diffère de ses antécédents historiques par certains traits significatifs. Comme l'avait laissé prévoir, il y a

Dans la revue « Les Temps Modernes », n° 92, du mois de juillet 1953, est paru un long récit du Stetson Kennedy sur les polices secrètes américaines.

Ce récit nous expose particulièrement les méfaits du Ku-Klux-Klan. Nous avons pensé très important de reproduire presque intégralement, les pages parues dans « Les Temps Modernes », pour l'information de nos lecteurs.

Quels commentaires ajouter à ce récit ? Aucun. Ces pages viennent confondre une nouvelle fois tous les menteurs qui continuent, avec un entêtement stupide malgré les faits contraires, à mener leur publicité pour le « pays de la démocratie ».

Dernièrement encore certains ont essayé, dans la presse, d'expliquer le « Mac-Carthysme » et de le présenter comme un épiphénomène du régime politique américain qui pourrait se résoudre. Nous verrons, après la lecture des pages que nous présentons, que le F.B.I. le K.K.K., « le Mac Carthysme » tendent à devenir au contraire les bases du régime politique yankee. Déjà un plan de construction d'aménagement de camps de concentration a été décidé.

toute police toute latitude de battre et de torturer ses victimes.

Ce complot a été mis sur pied au cours d'une conférence qui s'est tenue le 11 juin 1952 dans le bureau de My-

lene Lane, le District Attorney de la ville de New-York. L'accord a été passé entre l'Attorney General adjoint des Etats-Unis, chargé de la protection des droits civils, James Mac Inerney; l'adjoint du préfet de police de New-York, Frank Fritzensky; et l'inspecteur principal Conrad H. Rothengast — ces deux derniers représentant le préfet de police de New-York, George P. Monaghan.

La découverte de cette conspiration au début de 1953 est venue couronner une vague de brutalités policières à New-York. La National Association for the Advancement of Colored People a déclaré qu'elle avait reçu plus de 100 plaintes pour « brutalités » au cours des trente mois précédents; et elle n'avait pu obtenir de sanctions disciplinaires contre les policiers que dans deux cas seulement. Les Noirs ne sont donc pas les seules victimes. C'est ainsi que le 30 septembre 1952, Richard Kern a été passé à tabac parce qu'il distribuait des tracts de la Ligue de résistance à la guerre.

## Je pénètre dans le Saint des Saints

**P**UISQUE les méthodes du F.B.I. pour la chasse aux sorcières sont relativement bien connues, le présent article se propose avant tout de révéler des faits ignorés sur la collaboration secrète du F.B.I. avec le K.K.K. Ces faits sont, bien entendu, parmi les secrets le plus jalousement gardés du Saint des Saints du F.B.I. et les Klavaliars du K.K.K. Pour obtenir des informations sur ce point, j'ai décidé en 1946 de m'introduire dans les deux organisations; c'est à cette tâche que je me suis principalement consacré depuis ce moment-là.

Sous un faux nom, je suis allé travailler dans la « Ville Impériale » du Klan, à Atlanta, en Géorgie, et j'ai fait une demande pour être admis comme « citoyen de l'Empire invisible » du K.K.K. Ma première découverte a été que le comité Klokane de cinq hommes chargé d'enquêter sur tous les postulants était composé des meilleurs inspecteurs de police de la ville. Bien que le Klokane ait fait une réponse favorable à ma demande il devait me valoir de nombreux ennuis dans les années à venir, allant jusqu'à offrir une récompense de 4.000 dollars par livre de mon « postérieur ».

Ensuite, je m'arrangeai pour prendre contact avec le F.B.I. — non seulement avec son bureau d'Atlanta, mais aussi avec son quartier général de Washington. Des dispositions furent prises pour que le F.B.I. pût avoir connaissance de mes rapports, et j'eus une ligne téléphonique directe pour signaler de toute urgence les plans du Klan qui violaient la loi fédérale. Mais bien que mes rapports et mes communications téléphoniques multipliaient les renseignements qui auraient permis d'engager des poursuites, le F.B.I. ne faisait rien. Je continuai cependant mes rapports, afin d'étudier de l'intérieur les méthodes du F.B.I.

Les liens entre le Klan et la police ne sont pas, en réalité, un secret. Il est parfaitement banal, dans les défilés du Klan de voir des pantalons d'uniforme dépasser sous les robes. Il arrive même parfois que la collusion se révèle de façon beaucoup plus nette : c'est, par exemple, ce qui s'est produit à Myrtle Beach, dans la Caroline du Sud le 27 août 1951. Le Klan avait assiégié un bal de Noirs ; les Noirs ripostèrent, un Klansman fut tué. Le mort, James D. Johnson, portait sous sa robe du Klan un uniforme de la police. Il venait juste d'être élu.

Dans les Klans d'Atlanta où j'ai passé la plus grande partie de mon temps, la proportion de policiers était très élevée. Je me rappelle une séance d'initiation où, sur les 82 nouveaux membres, 36 étaient des policiers. Avant le début de la cérémonie, on leur demanda de retirer leurs revolvers et de les déposer devant l'autel, aux pieds du Grand Dragon. Ce n'était pas une mince preuve d'obéissance.

L'un des membres les plus populaires du quartier général du Klan à Atlanta est un policier du nom de Nash, qui répond à l'agréable surnom de « Itchy Trigger Finger », dont l'éphémone chaque fois qu'il voit une famille noire s'installer dans un « quartier blanc ». On mobilise alors par téléphone tout un attouement sur les lieux, puis Johnson survient et déclare aux Noirs que bien qu'ils aient légalement le droit de s'installer dans cette maison, il ne lait guère de doute que, malgré ses efforts à lui, Johnson, des virus vont s'ensuivre. Généralement cette petite mise en scène suffit.

Non content d'imposer aux gens leur résidence, le Klan s'institue souvent le défenseur de la morale publique. Des

au Klub. Le chef en était un gros Klansman du nom de Cliff Vittur ; il m'expliqua les trois commandements du parla Kavalier : 1<sup>e</sup> Le Kavalier n'a pas froid aux yeux ; 2<sup>e</sup> Motus et bouche cousue ; 3<sup>e</sup> Kavalier, toujours prêt.

Seuls, les Klansmen les plus sadiques et les plus farouches sont choisis pour servir comme Kavaliers, et leur identité n'est même pas connue des membres ordinaires du Klan. L'uniforme des Kavaliers consiste généralement en une robe non pas blanche, mais noire. Dans certains Etats, les Kavaliers portent le nom de « Légion noire » ou « Légion de la mort ». J'appris que dans le New-Jersey, les Kavaliers avaient autrefois entretenus une escouade motorisée qui se réunissait pour semer la terreur dans des villages entiers. L'uniforme actuel de la police du New-Jersey est inspiré de celui des Kavaliers.

La carte d'affiliation au Klub des Kavaliers — Vittur expliquait en souriant ce symbolisme cabalistique — porte un point d'interrogation symbolisant le secret, un tire-bouchon symbolisant l'astuce tortueuse, et les lettres « A.T. », qui signifient Ass-Tearer, « pourfendeur d'anés ». Par la suite, lorsque j'eus accès au livre rituel secret du Klan, le Kloran, j'appris que les Kavaliers servent dans le « Département militaire » de l'ordre et qu'ils se voient confier toutes les activités « directes » — les flagellations, les casturations, les incendies, les dynamages, les lynchages.

La carte d'affiliation au Klub des Kavaliers — Vittur expliquait en souriant ce symbolisme cabalistique — porte un point d'interrogation symbolisant le secret, un tire-bouchon symbolisant l'astuce tortueuse, et les lettres « A.T. », qui signifient Ass-Tearer, « pourfendeur d'anés ». Par la suite, lorsque j'eus accès au livre rituel secret du Klan, le Kloran, j'appris que les Kavaliers servent dans le « Département militaire » de l'ordre et qu'ils se voient confier toutes les activités « directes » — les flagellations, les casturations, les incendies, les dynamages, les lynchages.

La seule excuse admise lorsqu'on ne répondait pas à une convocation du Klub était une maladie grave. L'une des premières tâches auxquelles Vittur invita les Kavaliers fut d'« aider le F.B.I. à arrêter un trafiquant de drogues » qui devait arriver à la gare des autobus. N'ayant pas réussi dans ce travail, les Kavaliers se retournèrent contre un chauffeur de taxi noir, qu'ils accusaient d'avoir transporté des blancs (ce qui est une « offense criminelle » dans le Sud). Dans l'*Atlanta Constitution* du lendemain, je fus ce bref entrelîet : « On a retrouvé cette nuit sur Pryor Road le cadavre d'un Noir, la tête et la poitrine broyées, probablement victime d'un chauffard qui a pris la fuite ». A la réunion suivante du Klan, j'appris que les Kavaliers avaient écrasé le chauffeur avec sa propre voiture. Vittur leur reprocha vivement de n'avoir pas effacé leurs empreintes sur la voiture et dit que s'il n'avait pas aussi demandé à des Klansmen du quartier général de la police de l'essuyer, les Kavaliers se seraient « dans des sales draps ».

Les Kavaliers d'Atlanta avaient l'habitude d'emplever leurs victimes et d'aller les faire dans le comté voisin de Rockdale, parce que les policiers et les juges de ce comté étaient des « Frères Klansmen ». J'ai toujours informé le Gouverneur et le F.B.I. de ce qui se passait, et dans la mesure du possible avant ; mais le Gouverneur était impuissant devant la complicité des fonctionnaires du comté, et le F.B.I. ne voulait rien faire.

## Dix mille chiens de garde

Klansmen vêtus de leur robe s'embusquent dans les « sentiers d'amouroux » de l'endroit et, armés de revolvers et de torches, surprennent les couples en train de s'embrasser ou de faire l'amour dans les voitures en stationnement. Souvent, l'homme est foulé, et la femme a les cheveux rasés. Dans un cas de flagellation ayant entraîné la mort, Scarborough, le chef de la police de East Point, en Géorgie, se vit demander par le tribunal pourquoi il n'avait pas arrêté le couple au lieu de le fouetter. « Je ne pouvais pas, répondit-il, parce qu'à ce moment-là j'étais en robe. » Le principal inconvénient de ce genre de « distraction », du point de vue du Klan, c'est que les Klansmen risquent de tomber sur un de leurs commanditaires, ou bien sur leurs fils et leurs filles.

Stetson KENNEDY.

(Traduction de René Guyonet.)

(1) On sait qu'un lobby est un groupe d'influence se proposant de faire pression sur les représentants ou les sénateurs pour la défense de tels ou tels intérêts.

(Suite au prochain numéro)

## L'Inquisition moderne

**L**ES méthodes employées par la police secrète américaine sont déjà pour la plupart universellement connues. De plus en plus, les G-Men ont recours aux méthodes de terreur illégales des K-Men. Agissant sur ordre, le F.B.I. a montré un mépris croissant des garanties constitutionnelles, installant des tables d'écoute, procédant sans mandat à des perquisitions domiciliaires et des arrestations parfaitement arbitraires. Il faut ajouter l'emprunt par le F.B.I. de la technique du terrorisme par téléphone, qui soumet les victimes à un barrage d'appels les menaçant de la perte de leur emploi.

Il y a plus. Ce sont les dossiers du F.B.I. (la « plupart des Américains en ont un) que le préteur Bureau du Loyalisme, le Comité d'enquête permanent du sénateur Mac Carruth lance à la tête de leurs victimes. Cela a lieu soit dans des enquêtes à huis clos du genre Chambre étoilée ou dans des interrogatoires à la télévision. Les règles juridiques ordinaires ne s'appliquent pas à ces procédures néo-moyenâgeuses, et les victimes n'ont même pas le droit d'être confrontées à leurs accusateurs qui se dissimulent derrière l'anonymat des rapports du F.B.I. En collaborant avec cette inquisition, le F.B.I. a abandonné le principe constitutionnel de la présomption d'innocence jusqu'à preuve du contraire, et adopté le principe de la culpabilité par association.

Bien qu'il en faille beaucoup pour faire reculer le F.B.I. les besognes particulièremment sordides sont confiées à des agents du F.B.I. démissionnaires assisant à titre de « particuliers ». Le directeur du F.B.I., Hoover, demandant (et obtenant) au Congrès des sommes fantastiques, à franchement reconnu que la horde des nouveaux agents serviraient de police politique — et non pour lutter contre le gang ou la drogue. Hoover n'a pas hésité à demander

que la brutalité, qui depuis longtemps caractérise les polices locales et les polices d'Etat aux Etats-Unis, soit maintenue, tout cela est soigneusement caché au peuple américain, mais en février 1953, les termes plutôt sordides d'un marché entre le Département destiné à travailler à l'étranger : consul, ambassadeur, assistant du Secrétaire d'Etat, sous-secrétaire d'Etat. Il y a ensuite la technique parallèle en vertu de laquelle, comme le prévoit la loi Mac Carran, les agents des services d'immigration américains montent à bord des paquebots étrangers afin de « passer au crible » l'équipage ayant d'accorder les autorisations de descendre à terre à l'arrivée aux Etats-Unis.

La brutalité, qui depuis longtemps caractérise les polices locales et les polices d'Etat aux Etats-Unis, est maintenue, tout cela est soigneusement caché au peuple américain, mais en février 1953, les termes plutôt sordides d'un marché entre le Département destiné à travailler à l'étranger : consul, ambassadeur, assistant du Secrétaire d'Etat, sous-secrétaire d'Etat. Il y a ensuite la technique parallèle en vertu de laquelle, comme le prévoit la loi Mac Carran, les agents des services d'immigration américains montent à bord des paquebots étrangers afin de « passer au crible » l'équipage ayant d'accorder les autorisations de descendre à terre à l'arrivée aux Etats-Unis.

Le brutalité, qui depuis longtemps caractérise les polices locales et les polices d'Etat aux Etats-Unis, est maintenue, tout cela est soigneusement caché au peuple américain, mais en février 1953, les termes plutôt sordides d'un marché entre le Département destiné à travailler à l'étranger : consul, ambassadeur, assistant du Secrétaire d'Etat, sous-secrétaire d'Etat. Il y a ensuite la technique parallèle en vertu de laquelle, comme le prévoit la loi Mac Carran, les agents des services d'immigration américains montent à bord des paquebots étrangers afin de « passer au crible » l'équipage ayant d'accorder les autorisations de descendre à terre à l'arrivée aux Etats-Unis.

Le brutalité, qui depuis longtemps caractérise les polices locales et les polices d'Etat aux Etats-Unis, est maintenue, tout cela est soigneusement caché au peuple américain, mais en février 1953, les termes plutôt sordides d'un marché entre le Département destiné à travailler à l'étranger : consul, ambassadeur, assistant du Secrétaire d'Etat, sous-secrétaire d'Etat. Il y a ensuite la technique parallèle en vertu de laquelle, comme le prévoit la loi Mac Carran, les agents des services d'immigration américains montent à bord des paquebots étrangers afin de « passer au crible » l'équipage ayant d'accorder les autorisations de descendre à terre à l'arrivée aux Etats-Unis.

Le brutalité, qui depuis longtemps caractérise les polices locales et les polices d'Etat aux Etats-Unis, est maintenue, tout cela est soigneusement caché au peuple américain, mais en février 1953, les termes plutôt sordides d'un marché entre le Département destiné à travailler à l'étranger : consul, ambassadeur, assistant du Secrétaire d'Etat, sous-secrétaire d'Etat. Il y a ensuite la technique parallèle en vertu de laquelle, comme le prévoit la loi Mac Carran, les agents des services d'immigration américains montent à bord des paquebots étrangers afin de « passer au crible » l'équipage ayant d'accorder les autorisations de descendre à terre à l'arrivée aux Etats-Unis.

Le brutalité, qui depuis longtemps caractérise les polices locales et les polices d'Etat aux Etats-Unis, est maintenue, tout cela est soigneusement caché au peuple américain, mais en février 1953, les termes plutôt sordides d'un marché entre le Département destiné à travailler à l'étranger : consul, ambassadeur, assistant du Secrétaire d'Etat, sous-secrétaire d'Etat. Il y a ensuite la technique parallèle en vertu de laquelle, comme le prévoit la loi Mac Carran, les agents des services d'immigration américains montent à bord des paquebots étrangers afin de « passer au crible » l'équipage ayant d'accorder les autorisations de descendre à terre à l'arrivée aux Etats-Unis.

Le brutalité, qui depuis longtemps caractérise les polices locales et les polices d'Etat aux Etats-Unis, est maintenue, tout cela est soigneusement caché au peuple américain, mais en février 1953, les termes plutôt sordides d'un marché entre le Département destiné à travailler à l'étranger : consul, ambassadeur, assistant du Secrétaire d'Etat, sous-secrétaire d'Etat. Il y a ensuite la technique parallèle en vertu de laquelle, comme le prévoit la loi Mac Carran, les agents des services d'immigration américains montent à

**Les travailleurs défendront  
le droit syndical par la grève :**

## **Arme inaliénable de la classe ouvrière**

TOUTE la meute des économiques ment forts, que ce soient financiers, industriels ou commerçants est aux abois. La grève des travailleurs de la fonction publique et de l'Etat, ça les gêne, ça les ennuie. Pour cette gent toute spéciale, c'est impensable et cela ne doit plus se renouveler.

On épingle les textes depuis un certain temps. Articles de la Constitution et statuts des fonctionnaires sont passés au sas. On rogne à qui mieux mieux. On durcit les phrases trop souples. On veut abolir la liberté d'association.

Cela fait six mois au moins que l'on pousse le gouvernement à agir dans le sens régressif. Avec l'avènement de Laniel, l'ombre de Poupart, on avait tout espéré. Dans les hautes sphères, on s'est bien promis de la mater la classe ouvrière. D'abord, en abolissant le droit de grève aux travailleurs de la fonction publique, on pousserait plus loin après, on s'attaquerait au secteur privé.

Mais le mauvais coup a raté. Les décrets-lois de Laniel ont démontré que les travailleurs de la fonction publique n'entendaient pas abandonner le seul moyen d'action en leur pouvoir et leur recours immédiat à la grève en est la démonstration la plus typique et la plus fulgurante.

Cette grève déclenchée par les militants F.O. ne paraissait pas en haut lieu bien méchante. On s'imaginait assez facilement qu'elle serait un feu

de paille. On avait tout bonnement omis de faire une distinction catégorique entre la base et les sommets.

La contagion se développa rapidement et ce ne fut plus un seul secteur qui se trouva dans la bataille mais l'ensemble des services publics.

La docilité, la servilité que l'on escomptait des directions syndicales aux fins de trahison des intérêts collectifs des travailleurs ne purent avoir aucun effet. La base unitaire des travailleurs, sans se soucier nullement des ordres donnés, créa elle-même, et sous son propre contrôle, ses comités de grève.

La leçon est dure pour les directions syndicales, et pour le gouvernement une cuisante défaite. La classe ouvrière de ce pays n'est pas muée pour le fascisme. Le syndicat officiel et le parti officiel ne sont pas pour défaire.

Les travailleurs viennent de démontrer qu'ils sont capables en pleine bataille sociale de rester maîtres de leur propre destin.

La réaction, certes, n'est pas vaincue, mais les grandes illusions qu'elle s'était faite, elle devra les ranger au musée des accessoires. Les travailleurs des secteurs publics et privés viennent de lui signifier qu'aucune atteinte ne doit être portée au strict droit syndical et que toute menace d'où qu'elle vienne et quelle qu'elle soit sera combattue par la grève : arme inaliénable du prolétariat.

**LIB**

## **RÉPONSES A LANIEL-REYNAUD**

Il est clair que les travailleurs en grève ont répondu, par leur ténacité, aux « arguments » du gouvernement. Mais il y a encore trop d'exploits inconscients, trompés par la démagogie gouvernementale.

C'est pour ceux-là qu'il faut répondre.

Le gouvernement invoque les économies nécessaires, la défense de la monnaie ; il prétend que toute augmentation des salaires et traitements serait illusoire, que les travailleurs seraient payés en « monnaie de singe ».

Mais le gouvernement actuel a multiplié le nombre des ministres (ministres, secrétaires et sous-secrétaires d'Etat) et les 1.000 députés, sénateurs et conseillers de l'Union Française se sont octroyés avant de partir en vacances une augmentation de 25.000 fr. par mois avec effet du 1<sup>er</sup> mars, augmentation camouflée sous le nom d'indemnité de sécretariat.

Voici la lettre adressée au gouvernement par le Comité de grève des Postiers de Paris, 17.

### **Les postiers acceptent d'être payés en fausse monnaie**

« Monsieur le président du Conseil,

« Dans votre allocution radio-diffusée du 17 août vous avez posé à tous les travailleurs cette question : « Acceptez-vous que vos revendications actuelles soient satisfaites en fausse monnaie ? ».

« Après consultation de l'ensemble de nos camarades nous sommes en mesure de vous répondre ce qui suit :

« Considérant d'une part que les 25.000 francs d'augmentation mensuelle que se sont attribuées les députés dans leur majorité ainsi que vous-même, avec rappel de quatre mois, n'ont pu être payé qu'en « fausse monnaie »;

« Considérant d'autre part que les 3 milliards débloqués ces derniers jours pour l'augmentation des traitements de la poste (obtenue sans grève) ne peuvent être également que de la « fausse monnaie »;

« Se déclarent prêts à accepter cette fausse monnaie pour la satisfaction de leurs revendications, convaincus que ce qui permet aux uns de passer de joyeuses et dispenses vacances doit permettre aux autres de faire vivre décemment leurs femmes et leurs enfants ».

Enfin, nous constaterons que le gouvernement serait bien en peine, pour « défendre la monnaie » de proposer quoi que ce soit contre les trafiquants et les patrons frauduleux d'impôts et les doubles comptabilités des commerçants !

Le gouvernement, pour reculer l'âge des retraites, s'affaire sur l'argument suivant : les retraites ont encore une capacité de production puisque nombre d'entre eux cumulent

leur retraite avec un emploi ou demandent à rester en activité.

Sans nier le tort que certains cadres retraités font à l'ensemble des travailleurs d'Etat en continuant sans nécessité à travailler, nous précisons à M. Laniel et à son compère, beau-frère et conseiller Paul Reynaud, que dans l'ensemble, si les retraités travaillent, c'est que souvent leur retraite est insuffisante. Une retraite égale au moins au salaire de base, uniforme pour tous les travailleurs privés comme pour tous les travailleurs d'Etat, et il y aura de la place pour les jeunes. Seuls, les exploitants, les oisifs, les Paul Reynaud, sont en pleine forme à... 70 ans !

Autre argument Laniel-Reynaud : le nombre des retraités est trop élevé par rapport au nombre des agents en activité.

Nous répondrons à cela d'abord que c'est un mensonge que d'affirmer qu'il y a autant de retraités que de travailleurs actifs, sauf peut-être chez les députés, sénateurs et ministres et chez les militaires ! Il est d'ailleurs normal que le nombre des personnes actives diminue lorsque les capacités de production augmentent. Aujourd'hui, et compte tenu de l'allongement moyen de la durée de la vie humaine, la capacité de production permet même d'avancer l'âge de la retraite et on peut faire vivre plus de personnes avec moins de travail. Nous dirons même que l'avancement de l'âge de la retraite à 50 ans pour tous s'impose comme s'impose la diminution des heures de travail (et d'abord le retour aux 40 heures). Le gouvernement avouera-t-il qu'il veut empêcher le chômage des jeunes ?

Les responsables de la Fédération Syndicale P.T.T. (F.O.) suivront les chefs confédéraux : Grimaldi, inspecteur principal de l'Administration Centrale; Mourguès, inspecteur principal, instructeur; Stesel, inspecteur principal, trahissent.

Le Drix, jusque-là minoritaire à F.O. se rallie aux trahisseurs de la majorité, choisis, comme on vient de le voir, parmi les cadres des P.T.T. (curieuse fédération syndicaliste). Mieux, le célèbre Mathe, grand inspirateur des P.T.T.-F.O. est aujourd'hui directeur départemental des P.T.T. à Tours, signe de sa main... les ordres de suspension de ses camarades grévistes !

Mais la trahison fut brisée, dès les premières heures. Les Assemblées de grévistes, les militants F.O. les premiers, stigmatisèrent l'attitude des dirigeants fédéraux et confédéraux et décidèrent plus unis que jamais de repousser l'ordre de reprise, de continuer la grève.

La manœuvre politique de F.O. au début de la grève, s'achevait dans la honte. Du même coup, la manœuvre gouvernementale qui avait consisté à grossir l'importance des Centrales « libres » à la Radio et dans la Presse pour gêner les staliniens et donner plus de poids aux conseils de prudence et aux ordres de reprise de F.O. et de la C.F.T.C. s'effondrait. Laniel-Reynaud et leur presse se ridiculisent une fois de plus : on affiche « Fin des grèves », alors que l'action rebondissait et que les militants F.O. de base dénonçaient la trahison de leurs dirigeants. Il faut maintenant que ces militants se débarrassent des individus qui osent encore prétendre les représenter ; en accomplissant cette tâche, ils donneront un exemple à tous les travailleurs.

C.F.T.C.

UNE centrale syndicale dite « libre », la C.F.T.C. ne pouvait faire mieux que d'emboîter le pas à F.O. de rallier la trahison. Les grands chefs de la C.F.T.C.

Appuyez l'ordre du jour de ce Conseil par la présence en masse des adhérents C.F.T.C. à la Bourse du Travail, tous les jours, à 10 heures, où vous remettrez à nos camarades les motions les approuvant.

PLASSON Paris 19

WENGER Paris 19

GENDREAU Paris 8

Paris, le 22 Août 1953 1 h. 30

# **LE LIBERTAIRE**

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers :: La terre aux paysans

## **L'attitude des grandes centrales syndicales PENDANT LA GRÈVE**

**F. O.**

O nsait que Force Ouvrière, la main forcée par la base, dut reconnaître la grève dès ses débuts.

Elle voulut alors profiter de l'opération : Elle se défendit de donner à la grève un caractère politique mais s'en servit à des fins de basse politique : aider le parti socialiste dans son opposition au gouvernement Laniel et redorer le blason de la S.F.I.O. en même temps que le sien propre en jouant le jeu de premier défenseur de la classe ouvrière.

Mais la manœuvre ne réussit pas. Certains travailleurs certes, étaient prêts de reconnaître F.O. comme une centrale indépendante, au service exclusif des ouvriers, lorsque les dirigeants de F.O., Bothereau et Le Bourre en tête, inquiets de voir l'ampleur de la grève, craignant d'être dépassés par la base, effrayés à l'idée que la C.G.T. seule pouvait bénéficier d'une grève générale illuminée, s'entendent avec une équipe M.R.P. inspirée par Lecourt : il fallait stopper la grève, calmer les travailleurs, faire reprendre le travail avant que les choses s'enviennent, avant la convocation du Parlement (que redoutaient surtout les M.R.P.) : la déclaration de Laniel du 19 août, déclaration de guerre à la classe ouvrière, faillit empêcher l'opéra-

tion. Il devenait difficile de parler d'accord aux travailleurs, difficile de leur demander de reprendre le travail sans garanties sérieuses, mais la peur l'emporta : la peur imbecile des euniques de F.O. devant les staliniens et la peur très justifiée du M.R.P. devant la trahison.

Et pourtant, aux premières heures, alors que la grève paraissait rentable politiquement à F.O., un communiqué de la Fédération Syndicale des P.T.T. (F.O.) daté du 5 août, n'hésita pas à proclamer : « Contre une telle régression, contre une telle atteinte à des travailleurs qui n'ont aucune responsabilité dans l'anarchie économique d'un pays exploité par les fraudeurs, les trafiquants et les prébendiers, la révolte spontanée est indispensable, elle prend le caractère d'une opération de salut public.

Elle justifie à elle seule la grève générale des P.T.T.

Cependant, la Fédération Syndicale Force Ouvrière des P.T.T. n'entend pas rester sur une position de défensive devant un gouvernement réactionnaire.

Le bureau confédéral F.O. accepta donc les « offres » gouvernementales qui n'apportaient rien et sur cette base demanda aux travailleurs de reprendre le travail.

Les responsables de la Fédération Syndicale P.T.T. (F.O.) suivirent les chefs confédéraux : Grimaldi, inspecteur principal de l'Administration Centrale; Mourguès, inspecteur principal, instructeur; Stesel, inspecteur principal, trahissent.

Le Drix, jusque-là minoritaire à F.O. se rallie aux trahisseurs de la majorité, choisis, comme on vient de le voir, parmi les cadres des P.T.T. (curieuse fédération syndicaliste). Mieux, le célèbre Mathe, grand inspirateur des P.T.T.-F.O. est aujourd'hui directeur départemental des P.T.T. à Tours, signe de sa main... les ordres de suspension de ses camarades grévistes !

Mais la trahison fut brisée, dès les premières heures. Les Assemblées de grévistes, les militants F.O. les premiers, stigmatisèrent l'attitude des dirigeants fédéraux et confédéraux et décidèrent plus unis que jamais de repousser l'ordre de reprise, de continuer la grève.

La manœuvre politique de F.O. au début de la grève, s'achevait dans la honte. Du même coup, la manœuvre gouvernementale qui avait consisté à grossir l'importance des Centrales « libres » à la Radio et dans la Presse pour gêner les staliniens et donner plus de poids aux conseils de prudence et aux ordres de reprise de F.O. et de la C.F.T.C. s'effondrait. Laniel-Reynaud et leur presse se ridiculisent une fois de plus : on affiche « Fin des grèves », alors que l'action rebondissait et que les militants F.O. de base dénonçaient la trahison de leurs dirigeants. Il faut maintenant que ces militants se débarrassent des individus qui osent encore prétendre les représenter ; en accomplissant cette tâche, ils donneront un exemple à tous les travailleurs.

C.F.T.C.

UNE centrale syndicale dite « libre », la C.F.T.C. ne pouvait faire mieux que d'emboîter le pas à F.O. de rallier la trahison. Les grands chefs de la C.F.T.C.

Appuyez l'ordre du jour de ce Conseil par la présence en masse des adhérents C.F.T.C. à la Bourse du Travail, tous les jours, à 10 heures, où vous remettrez à nos camarades les motions les approuvant.

PLASSON Paris 19

WENGER Paris 19

GENDREAU Paris 8

Paris, le 22 Août 1953 1 h. 30

## **Panorama de la trahison**

Centrale chrétienne y vitrent sans doute, de plus, l'intérêt qu'il y avait à tirer d'embarras le M.R.P. : la fin de la grève avant la réunion du Parlement serait une bénédiction évitant de choisir entre le soutien à Laniel qui couperait le M.R.P. des électeurs ouvriers et la responsabilité d'une crise ministérielle amenant le risque d'une dissolution de l'Assemblée et la condamnation du M.R.P. par ses soutiens les plus droitiers.

Mais la réaction de la base C.F.T.C. fut aussi saine et plus nette encore peut-être que celle de la base de Force Ouvrière. On lira ci-dessous un tract qui en témoigne.

**C. G. T.**

La C.G.T. a d'abord été surprise par une grève qu'elle n'avait ni préparée, ni voulu. Que faire ? Elle ne pouvait que se rallier, en attendant les événements.

Ces événements lui furent fournis par la trahison F.O.-C.F.T.C. qui lui permit d'apparaître comme la seule centrale ouvrière propre alors qu'elle avait craint un moment de voir trop briller l'étoile F.O. Les crétiens F.O. en trahissant par peur des staliniens, faisaient le jeu des staliniens.

Mais, depuis le début de la grève, où elle ne fit que se rallier, jusqu'au tournant F.O.-C.F.T.C. qui lui offrit un jeu nouveau, la direction de la C.G.T. malgré un langage plus catégorique que celui en usage dans les autres centrales, soutint mollement la grève. Même dans l'*Humanité*, on ne fit et on ne fait aujourd'hui encore, qu'encourager les grévistes à tenir. Pas d'effort pour amplifier la grève, pour lui donner une orientation, pas de tentative de « direction » ; les tracts diffusés chez Renault par la C.G.T. sont d'une grisaille surprenante : point de mots d'ordre, point d'appels énergiques, comme si l'on

Cette politique, le refus de discuter avec l'organisation la plus représentative des travailleurs et la complicité de dirigeants nationaux C.F.T.C. et F.O. sont responsables de la prolongation des grèves. La C.G.T. comprend la colère des travailleurs F.O. et C.F.T.C., indignés par cette complicité.

Il reste que la comme à F.O. ou à C.F.T.C., c'est la base militante qui aura sauvé la grève.

Réaction saine des militants syndicalistes

## **APPEL AUX SYNDICATS CHRÉTIENS DES P.T.T.**

S'ELEVANT AVEC INDIGNATION CONTRE L'ORDRE DE REPRISE DU TRAVAIL, LANCE ILLEGIALEMENT PAR CERTAINS DIRIGEANTS DE LA FEDERATION C.F.T.C. DES P.T.T.

WENGER, PLASSON ET GENDREAU, RESPECTIVEMENT MEMBRES DU BUREAU FEDERAL ET DU CONSEIL FEDERAL,

LANCENT UN APPEL AUX MILITANTS ET ADHERENTS C.F.T.C. REPRESENTANT LA MAJORITE DES C.F.T.C. POUR :

LA REUNION DU CONSEIL FEDERAL POUR OBTENIR LA DEMISSION DU BUREAU ACTUEL DE LA FEDERATION ;

LA POURSUITE DE L'ORDRE DE GREVE JUSQU'A SATISFACTION DE NOS REVENDICATIONS.

NOS CAMARADES, au cours de conversations qu'ils ont eues avec le Président et le Secrétaire général adjoint de la Fédération, ont obtenu du Bureau fédéral la réunion du Conseil fédéral pour Lundi 24 AOUT 1953, à 15 heures, au 26, rue Montholon.

Appuyez l'ordre du jour de ce Conseil par la présence en masse des adhérents C.F.T.C. à la Bourse du Travail, tous les jours, à 10 heures, où vous remettrez à nos camarades les motions les approuvant.

PLASSON Paris 19

WENGER Paris 19

GENDREAU Paris 8

Paris, le 22 Août 1953 1 h. 30